

Les notes soviétiques ont été accueillies avec animosité par les puissances occidentales, qui n'ont vu dans le statut de ville libre qu'une première étape en vue de livrer Berlin-Ouest, sans défense, aux pressions économiques, politiques et militaires de l'URSS. La population de Berlin-Ouest a eu l'occasion, aux élections municipales du 7 décembre, de faire voir ce qu'elle pensait de la proposition. Le parti communiste présentait des candidats à ces élections; jusqu'au troisième jour avant le scrutin, il était d'accord avec les partis démocratiques pour que le vote soit considéré comme un référendum sur la proposition soviétique. La participation des électeurs inscrits s'est élevée au chiffre record de 93 p. 100. Les communistes, qui n'avaient pu réunir les fois précédentes qu'à peine 2.7 p. 100 des voix, ont vu cette proportion s'amenuiser encore jusqu'à moins de 2 p. 100. Aucun doute ne peut désormais subsister sur la volonté des Berlinoises de demeurer des occidentaux et de garder à Berlin-Ouest à cette fin les dix mille hommes, ou environ, des garnisons alliées.

Les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, des États-Unis, de France et du Royaume-Uni se sont réunis à Paris, le 14 décembre, afin d'étudier la question de Berlin. Ils ont publié un communiqué conjoint exprimant leur détermination de faire respecter leurs droits à Berlin, rejetant la répudiation unilatérale par l'URSS des accords sur Berlin, et refusant de traiter de quelque façon que ce soit avec le régime d'Allemagne orientale. Les quinze ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui se sont réunis deux jours plus tard, se sont associés sans réserve à la déclaration des quatre puissances et se sont déclarés disposés à entreprendre l'étude de la question berlinoise avec les Soviétiques dans le cadre d'une étude d'ensemble de la question allemande.

Le 31 décembre, les trois puissances occidentales ont répondu aux notes de l'URSS du 27 novembre. Elles refusaient d'accepter la répudiation soviétique des accords sur Berlin et aussi de négocier avec l'URSS sous le coup d'un ultimatum. Toutefois, elles se déclaraient de nouveau disposées à s'entretenir au sujet de Berlin avec les autorités soviétiques dans le cadre d'une revue d'ensemble de la question allemande et de la sécurité européenne.

Le 10 janvier, le Gouvernement soviétique a envoyé une série de notes proposant la convocation dans les deux mois d'une conférence chargée d'élaborer un traité de paix avec l'Allemagne; à cette conférence prendraient part, d'un côté, vingt-neuf pays désignés par l'URSS comme ayant combattu l'Allemagne, et de l'autre les deux États allemands: République fédérale d'Allemagne et République démocratique d'Allemagne. L'URSS proposait que cette conférence eût lieu, dans les deux mois, soit à Varsovie soit à Prague, et elle présentait un projet de traité de paix. Les deux parties de l'Allemagne seraient considérées comme des États distincts ayant l'un et l'autre le droit de signer le document final. En outre, il resterait possible que les deux États, formés en confédération, signent également à ce titre le traité de paix. Aux termes du projet soviétique, les deux Allemagnes devraient se dégager de toute alliance militaire, réduire leurs forces à ce qui serait nécessaire pour leur seule défense et renoncer à la possession d'engins nucléaires, de missiles, d'avions de bombardement et de sous-marins. Les troupes étrangères se retireraient des deux parties de l'Allemagne, et Berlin-Ouest aurait le statut de ville libre démilitarisée. La frontière Oder-Neisse, entre l'Allemagne orientale et la Pologne, serait définitivement confirmée.

Le chancelier Adenauer a rejeté sur-le-champ le projet de traité soviétique, en le qualifiant de brutal, et son ministre des Affaires étrangères a déclaré que